

## Les États-Unis assouplissent la réglementation bancaire

Par Julien Da Sois, le 23/5/2018 à 05h50

Le Congrès américain a adopté, mardi 22 mai, une loi détricotant les réglementations des banques mises en place après la crise économique de 2008.

Une victoire pour Donald Trump, pour qui cette mesure était une promesse de campagne



Le 15 septembre prochain marquera les dix ans, jour pour jour, de la faillite de la banque d'investissement américaine Lehman Brother. Un événement qui semble déjà loin pour les

élus américains : ce mardi 22 mai, le Congrès a en effet adopté une loi assouplissant les réglementations bancaires, mises en place après la crise de 2008 pour éviter un nouveau scénario catastrophe.

Après le Sénat, le 14 mars dernier, c'est la Chambre des représentants qui a à son tour approuvé le texte de loi. Il devrait être rapidement promulgué par le président Donald Trump.

### Détricotage de la loi Dodd-Frank

« *La nouvelle loi détricote une partie de la loi Dodd-Frank* », explique Éric Pichet, professeur de finance à Kedge Business School.

Votée en 2010 sous la présidence de Barack Obama, la loi Dodd-Frank avait pour objectif de prévenir d'éventuels nouveaux crashes et d'empêcher les banques de se comporter de façon irresponsable en termes de prise de risques. « *Elle régulaît beaucoup plus strictement les banques, pour éviter que l'épargnant soit mis à contribution si la banque sautait* », poursuit l'économiste.

### Moins de banques surveillées par la Fed

Dans les faits, le texte adopté ce mardi 22 mai relève le seuil d'actifs à partir duquel les banques sont soumises à une surveillance accrue de la part de la Fed, la banque centrale des États-Unis.

Cette surveillance prend notamment la forme de tests de résistance périodiques, pour vérifier la solidité financière des banques. Avec la nouvelle loi, ce seuil passe de 50 milliards de dollars (42,4 milliards d'euros) à 250 milliards de dollars (212 milliards d'euros) d'actifs. Seule une douzaine de banques seront donc désormais soumises à la plus haute surveillance de la Fed, contre une cinquantaine aujourd'hui.

### Une victoire pour Donald Trump

C'est une victoire pour le président américain Donald Trump qui avait promis, lors de sa campagne présidentielle victorieuse en 2016, de « *démanteler* » la loi Dodd-Frank.

Selon lui, mais également selon de nombreuses banques régionales, cette loi pénalisait l'économie, en restreignant la capacité des banques à faire crédit aux entreprises et aux ménages. Un constat partagé par Éric Pichet. « *On est allé trop loin dans la régulation des banques. Les exigences en termes de règles à respecter ont alourdi leurs coûts de fonctionnement. Cela a eu un impact sur leur rentabilité, et donc indirectement sur leur capacité à financer l'économie.* »

> À lire : [Wall Street, la réforme d'Obama est encore en chantier](#)

Dès l'adoption du texte par le Sénat en mars dernier, la Maison-Blanche avait donc salué cette mesure devant, selon elle, protéger les institutions financières d'une « *réglementation excessive* ».

Paul Ryan, le président républicain de la Chambre des représentants, n'a pas dit autre

chose après le vote du texte par son assemblée ce mardi 22 mai. « *C'est une avancée majeure pour libérer notre économie de l'excès de régulation* », s'est-il réjoui.

Première refonte des règles financières édictées après la crise de 2008

Du côté des Démocrates, cette loi a mis en lumière certaines divisions. Pour Nancy Pelosi, cheffe de la minorité démocrate à la Chambre des représentants, elle « *menace potentiellement la stabilité de notre système financier et de notre économie. Cette loi nous ramènera à l'époque où l'imprudence débridée de Wall Street a provoqué un effondrement financier historique* ».

Au contraire, pour la sénatrice démocrate Heidi Heitkamp, il s'agit d'« *une grande victoire* » pour « *nos familles, fermiers et petites entreprises dans l'Amérique rurale* », car elle soulage des milliers de banques de petite et moyenne tailles de coûteuses règles de fonctionnement.

Dans tous les cas, il s'agit d'un texte symbolique, puisqu'il constitue la première refonte des règlements financiers instaurés dans la foulée de la crise de 2008. « *C'est le signal, conclue Éric Pichet, que l'on repart vers une nouvelle phase de dérégulation financière et bancaire.* »

Julien Da Sois